

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

## **Samse**

Exercice clos le 31 décembre 2021

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**ODICEO**  
115, boulevard de Stalingrad  
CS 52038  
69616 Villeurbanne cedex  
S.A. au capital de € 275 000  
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon-Riom

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon cedex 03  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## Samse

Exercice clos le 31 décembre 2021

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Samse,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Samse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ■ Evaluation des titres de participation et des créances rattachées à des titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les titres de participation et créances rattachées s'élèvent à M€ 215,7 et représentent 28,8 % du bilan de votre société.</p> <p>En fin d'exercice, un test de dépréciation est effectué sur ces titres. Dans ce cadre, les titres de participation font l'objet d'une comparaison entre leur coût d'entrée et la quote-part d'actif net des filiales en tenant compte des éventuelles plus-values latentes et des perspectives d'avenir des sociétés concernées. Les titres de participation qui recèleraient des moins-values latentes sont dépréciés.</p> <p>Compte tenu de l'importance des titres de participation et des créances rattachées dans le bilan, et de la sensibilité des estimations aux hypothèses, notamment dans le contexte actuel, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principes de détermination de la valeur attribuable aux titres de participation, définis par la direction financière et nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ analyser, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, la justification par la direction de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés pour l'estimation de ces valeurs ;</li><li>▶ comparer les données utilisées dans la réalisation des tests de dépréciation avec les données source par filiale en prenant notamment en compte les résultats des travaux d'audit sur ces filiales ;</li></ul>

- ▶ analyser la cohérence des hypothèses retenues par la direction pour déterminer le caractère recouvrable des créances rattachées à ces participations avec le niveau de dépréciation comptabilisé en fonction des risques encourus ;
- ▶ rapprocher les données de la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des calculs.

## ■ Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les stocks de marchandises négoce s'élèvent à M€ 110,8 et représentent 14,8 % du bilan de votre société.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans la note 4 de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan consolidé, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la valeur brute et nette des stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p> <p>Nous avons également examiné les variations de prix unitaires au 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice précédent et analysé les variations les plus significatives ainsi que les variations jugées anormales.</p> <p>S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation de provisions spécifiques.</p> <p>Enfin, pour les articles en stocks présentant des écarts significatifs avec le prix de vente pratiqué en fin d'exercice, nous avons analysé l'origine de ces différences afin d'apprécier le montant des provisions constituées.</p>

## ■ Dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les créances clients s'élèvent à M€ 97,4 et représentent 13 % du bilan de votre société.</p> <p>La direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans la note 5 de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non-recouvrement mais, pour prévenir le risque client, la société a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie.</p> <p>La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. La société est amenée à constater une dépréciation pour les retards à partir de trois mois.</p> <p>Compte tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes de la société au 31 décembre 2021 en fonction des risques encourus estimés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des dépréciations comptabilisées à la clôture de l'exercice, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, de l'analyse des retards de paiement et de la situation économique des clients présentant des retards de paiement significatifs ;</li><li>▶ l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives.</li></ul>

■ **Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (Conditions Particulières de Ventes) et des factures à établir au titre des COOP (Coopérations Commerciales)**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, votre société comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que cela est présenté dans la note 5 de l'annexe des comptes annuels. Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et votre société.</p> <p>A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion du groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatif à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants d'avoirs à recevoir et de factures à établir relatives aux CPV / COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos diligences, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et le cas échéant, nous avons rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le déboucement sur l'exercice clos le 31 décembre 2021 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

#### ■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

#### ■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### ■ Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du président-directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

## ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Samse par votre assemblée générale du 6 juin 2001 pour le cabinet ODICEO et du 3 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2021, le cabinet ODICEO était dans la vingt-et-unième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la sixième année.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Villeurbanne et Lyon, le 15 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Dave Molliex

Sylvain Lauria

# Bilan de la société mère

(en euros)

Au 31 Décembre

ACTIF	Notes	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	2021	2020
				NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
Immobilisations incorporelles	Note 1				
Concessions, brevets et droits similaires		17 161 954	16 253 438	908 516	1 478 352
Fonds commerciaux		12 774 006	6 020 550	6 753 456	6 109 439
Immobilisations incorporelles en cours				0	0
Immobilisations corporelles	Note 2				
Terrains et aménagements		61 857 439	27 118 891	34 738 548	32 769 318
Constructions		81 212 920	57 686 476	23 526 444	23 171 524
Installations techniques, matériels et outillages industriels		27 186 660	16 163 931	11 022 729	10 517 945
Autres immobilisations corporelles		78 961 170	56 477 686	22 483 484	23 116 858
Immobilisations en cours, avances et acomptes		5 475 556		5 475 556	5 571 777
Immobilisations financières	Note 3				
Participations		202 052 621	765 900	201 286 721	206 486 098
Créances rattachées à des participations		14 409 000		14 409 000	11 031 000
Autres immobilisations financières		11 937 479		11 937 479	11 787 835
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>513 028 805</b>	<b>180 486 872</b>	<b>332 541 933</b>	<b>332 040 146</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					
Stocks de marchandises	Note 4				
Matières premières, approvisionnements		3 067 514		3 067 514	2 499 257
Marchandises		113 839 566	6 115 843	107 723 723	81 480 472
Avances, Acomptes versés sur commandes		4 746 186		4 746 186	2 933 016
Créances	Note 5				
Clients et comptes rattachés		109 540 185	12 186 723	97 353 462	94 682 751
Autres créances		112 506 004	325 922	112 180 082	90 911 485
Valeurs mobilières de placement		21 455 928	777	21 455 151	22 032 303
Disponibilités		69 143 643		69 143 643	65 527 136
Charges constatées d'avance	Note 6	1 554 736		1 554 736	1 787 517
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>435 853 762</b>	<b>18 629 265</b>	<b>417 224 495</b>	<b>361 853 937</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>948 882 567</b>	<b>199 116 137</b>	<b>749 766 428</b>	<b>693 894 083</b>

(en euros)

Au 31 Décembre

PASSIF	Notes	2021	2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social	Note 7	3 458 084	3 458 084
Prime d'émission, de fusion, d'apport		42 563 148	42 563 148
Ecart de réévaluation		241 069	241 069
Réserve légale		345 808	345 808
Réserves facultatives		190 000 000	182 335 328
Réserves réglementées		26 420	26 420
Autres réserves		7 691 189	1 858 920
Report à nouveau		96 000	15 770 813
RESULTAT DE L'EXERCICE		43 915 857	25 390 800
Subventions d'Investissement		67 320	70 987
Provisions réglementées		28 837 101	27 428 477
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>317 241 996</b>	<b>299 489 854</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
	Note 8		
Provisions pour risques		2 019 905	2 476 325
Provisions pour charges		6 818 246	7 214 634
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>8 838 151</b>	<b>9 690 958</b>
<b>DETTES</b>			
	Note 9		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		104 331 656	114 086 188
Emprunts et dettes financières divers		52 906 515	50 366 008
Avances et acomptes reçus		479 823	491 190
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		105 545 583	94 615 426
Dettes fiscales et sociales		47 612 752	34 067 360
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		695 493	831 148
Autres dettes		112 114 459	90 255 950
Produits constatés d'avance	Note 10	0	0
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>423 686 281</b>	<b>384 713 270</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>749 766 428</b>	<b>693 894 082</b>

# Compte de résultat

(en euros)

	Notes	Exercices		% de variation
		2021	2020	
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises		671 683 062	566 318 147	18,61
Production vendue : services		34 005 999	31 597 679	7,62
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>Note 12</b>	<b>705 689 061</b>	<b>597 915 826</b>	<b>18,02</b>
Production stockée				
Production immobilisée		12 688	24 281	-47,75
Subventions d'exploitation		5 435	0	
Reprises sur dépréciations, provisions, transfert de charges		9 875 106	7 461 098	32,35
Autres produits		5 380 060	4 268 498	26,04
<b>Total des Produits d'exploitation</b>		<b>720 962 350</b>	<b>609 669 703</b>	<b>18,25</b>
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises ( y compris droits de douane )		531 668 624	434 511 778	22,36
Variation de stock ( marchandises )		-26 063 631	-2 605 266	900,42
Achats de matières premières et approvisionnements		0	0	
Autres achats et achats externes		61 774 456	50 648 313	21,97
Impôts, taxes et versements assimilés		7 639 678	8 411 616	-9,18
Salaires et traitements		57 434 053	51 315 816	11,92
Charges sociales		25 034 436	19 984 484	25,27
Sur immobilisations :				
dotations aux amortissements		12 232 899	12 395 937	-1,32
dotations aux dépréciations		1 596	71 913	-97,78
Sur actif circulant :				
dotations aux dépréciations de stocks		5 715 406	4 734 836	20,71
dotations aux dépréciations de créances		1 648 948	3 793 862	-56,54
Pour risques et charges :				
dotations aux provisions		969 240	1 777 696	-45,48
Autres charges		3 047 341	2 890 265	5,43
<b>Total des Charges d'exploitation</b>		<b>681 103 046</b>	<b>587 931 250</b>	<b>15,85</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>39 859 304</b>	<b>21 738 453</b>	<b>83,36</b>
Produits financiers	Note 13			
Produits financiers de participation		19 242 430	14 476 918	32,92
Autres intérêts et produits assimilés		902 357	34 314	2 529,71
Reprises financières aux amortissements et provisions		629 920	0	
Différences positives de change		54 524	19 189	184,14
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0	
<b>Total des Produits financiers</b>		<b>20 829 231</b>	<b>14 530 421</b>	<b>43,35</b>
Charges financières	Note 13			
Dotations financières aux amortissements et provisions		0	173 000	-100,00
Intérêts et charges assimilés		1 199 410	604 328	98,47
Différences négatives de change		44 996	36 669	22,71
<b>Total des Charges financières</b>		<b>1 244 406</b>	<b>813 997</b>	<b>52,88</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>19 584 825</b>	<b>13 716 424</b>	<b>42,78</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>59 444 129</b>	<b>35 454 877</b>	<b>67,66</b>
Produits exceptionnels	Note 14			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		895 899	642 498	39,44
Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 346 967	6 033 621	-77,68
Reprises sur dépréciations et provisions, transfert de charges		3 667 186	3 193 302	14,84
<b>Total des Produits exceptionnels</b>		<b>5 910 052</b>	<b>9 869 421</b>	<b>-40,12</b>
Charges exceptionnelles	Note 14			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		450 308	1 059 804	-57,51
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		1 902 578	4 845 554	-60,74
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		4 422 640	5 184 312	-14,69
<b>Total des Charges exceptionnelles</b>		<b>6 775 526</b>	<b>11 089 670</b>	<b>-38,90</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>-865 474</b>	<b>-1 220 249</b>	<b>-29,07</b>
Participation des salariés aux fruits de l'expansion		3 500 636	1 714 557	104,17
Impôts sur les bénéfices	Note 15	11 162 165	7 129 273	56,57
<b>Total des produits</b>		<b>747 701 633</b>	<b>634 069 545</b>	<b>17,92</b>
<b>Total des charges</b>		<b>703 785 779</b>	<b>608 678 747</b>	<b>15,63</b>
<b>BENEFICE NET DE L'EXERCICE</b>		<b>43 915 854</b>	<b>25 390 798</b>	<b>72,96</b>

## Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission, fusion et apport	Réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Provisions réglementées	Capitaux propres avant répartition
Au 31 décembre 2019	3 458 08	3 458	42 563	230 988	24 738	25 596	327 343
Affectation du résultat 2019				24 738	-24 738		0
Résultat de l'exercice 2020					25 391		25 391
Dividendes versés				-55 329			-55 329
Dividendes sur actions propres				183			183
Augmentation de capital							0
Variations des subventions d'investissement						-4	-4
Variations des provisions réglementées						1 905	1 905
Au 31 décembre 2020	3 458 08	3 458	42 563	200 580	25 391	27 497	299 489
Affectation du résultat 2020				25 391	-25 391		0
Résultat de l'exercice 2021					43 916		43 916
Dividendes versés				-27 664			-27 664
Dividendes sur actions propres				96			96
Augmentation de capital							0
Variations des subventions d'investissement						-4	-4
Variations des provisions réglementées						1 408	1 408
Au 31 décembre 2021	3 458 08	3 458	42 563	198 403	43 916	28 901	317 241

## Annexe aux comptes sociaux

Toutes les informations fournies sont en milliers d'euros (K€), sauf précisions contraires.

---

### Faits marquants de l'exercice

---

- Acquisition de 2.45 % de la société CHRISTAUD pour un montant de 750 K€ portant la détention à 92.99 % du capital de la société.
- Transmission universelle de patrimoine de la société LEADER CARRELAGES en date du 1er janvier 2021 avec effet au 1er janvier 2021. Cette transmission universelle de patrimoine a donné lieu à la constatation d'un mali activé pour 433 K€ et à la comptabilisation d'une charge financière pour 347 K€.
- Transmission universelle de patrimoine de la société DEGUERRY SAMSE en date du 1er janvier 2021 avec effet au 1er janvier 2021. Cette transmission universelle de patrimoine a donné lieu à la constatation d'un boni comptabilisé en produit financier pour 825 K€.
- Transmission universelle de patrimoine de la société REMAT en date du 1er janvier 2021 avec effet au 1er janvier 2021. Cette TUP a donné lieu à la constatation d'un mali activé pour 328 K€ et à la comptabilisation d'une charge financière pour 198 K€.
- Détention de 100% du capital de REMAT SERVICES consécutivement à la TUP de la société REMAT. La valeur brute des titres s'élève à 160 K€ et fait l'objet d'une dépréciation à 100% au 31/12/2021.
- La pandémie de Covid-19 avait impacté de manière significative l'activité de la société au cours du premier semestre 2020, notamment avec la mise en place d'une activité partielle des sites de distribution. Sur l'exercice 2021, la société évolue dans un contexte de marché très favorable avec un chiffre d'affaires en augmentation significative par rapport à l'exercice 2020. Contrairement au 31 décembre 2020, la société n'a pas eu recours au chômage partiel et n'a pas sollicité de report d'échéance de dette sur l'exercice 2021.

---

### Comptes sociaux

---

Les comptes annuels sont établis selon les règles énoncées par le plan comptable général suivant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 mis à jour par les règlements ANC 2015-06 et 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'Autorité des Normes Comptables, et les principes généralement admis dans la profession.

---

## Principes généraux

---

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

---

## Options retenues

---

- Frais d'acquisition des immobilisations incorporelles et corporelles : comptabilisation en charges
- Frais d'acquisition d'immobilisations financières : inclus dans le coût d'acquisition
- Coûts d'emprunts : comptabilisation en charges

---

## Dérogations aux principes généraux

---

### Changement de méthode d'évaluation :

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### Changements de méthode de présentation :

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## Note 1 - Immobilisations incorporelles

en K€	Droit au bail	Fonds commerciaux Réévalués	Fonds commerciaux Acquis	Marques	Logiciels	En cours	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>							
à l'ouverture de l'exercice	225	1 122	10 961	3	16 818	342	29 471
Incidence TUP				8	9		
Augmentations/Acquisitions			691	8	40	1 328	2 067
Diminutions/Sorties	(225)		(1)		(2)		(228)
Diminutions - En cours affectés					278	(278)	0
Diminutions - En cours annulés							0
à la clôture de l'exercice	0	1 122	11 651	19	17 143	1 392	31 327
<b>AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS</b>							
à l'ouverture de l'exercice	178	285	5 735	0	15 343	0	21 541
Incidence TUP					9		9
Dotations					903		903
Sorties	(178)				(2)		(180)
à la clôture de l'exercice	0	285	5 735	0	16 253	0	22 273
<b>VALEUR NETTE</b>							
à l'ouverture de l'exercice	47	837	5 226	3	1 475	285	7 873
à la clôture de l'exercice	0	837	5 916	19	890	1 392	9 054

Les immobilisations incorporelles distinguent :

- Les éléments liés à la clientèle : droit au bail et fonds commerciaux.
- Les éléments résultant d'un droit de propriété industrielle : logiciels.

Les marques acquises (sans durée de vie limitée) ne sont pas amorties et les frais de renouvellement des marques constituent des charges.

Les logiciels figurant à l'actif distinguent :

- Les logiciels acquis, indissociables du matériel et comptabilisés en immobilisations corporelles.
- Les logiciels utilisés de manière autonome.

- Les logiciels faisant partie d'un projet de développement.

Les deux derniers sont traités en immobilisations incorporelles.

La date de début d'amortissement des logiciels est celle de la mise en service, date à laquelle l'immobilisation est en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Le mode d'amortissement est linéaire, et l'amortissement dérogatoire est pratiqué pour les logiciels acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 ; celui-ci correspondant à la différence entre l'amortissement économique et l'amortissement admis sur le plan fiscal :

- amortissement économique : entre 3 et 4 ans
- amortissement fiscal : 1 an

## Note 2 - Immobilisations corporelles

en K€	Terrains et aménagements	Constructions	Installations techniques matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	En cours, Avances et acomptes	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>						
à l'ouverture de	58 887	77 780	25 244	75 548	5 232	242 691
Incidence TUP	66	783	234	1 305		2 388
Augmentations/Acquisitions	1 420	1 840	2 762	3 114	4 169	13 305
Diminutions/Sorties	-234	-330	-1 107	-2 728		-4 399
Diminutions - En cours affectés	1 718	1 139	52	1 723	-4 631	0
Diminutions - En cours annulés					-687	-687
à la clôture de l'exercice	61 857	81 212	27 185	78 962	4 083	253 299
<b>AMORTISSEMENTS / DEPRECIATIONS</b>						
à l'ouverture de	26 118	54 609	14 726	52 431	—	147 884
Incidence TUP	63	683	206	1 151		2 103
Dotations	1 032	2 694	2 216	5 824		11 766
Sorties	-95	-300	-984	-2 928		-4 307
à la clôture de l'exercice	27 118	57 686	16 164	56 478	—	157 446
<b>VALEUR NETTE</b>						
à l'ouverture de	32 767	23 171	10 518	23 118	5 232	94 806
à la clôture de l'exercice	34 739	24 823	10 826	23 409	4 083	97 880

### Modes et Méthodes d'évaluation des immobilisations corporelles

Pour répondre au règlement CRC 2002-10, la société a opté pour la méthode du coût historique amorti.

La méthode des composants a été retenue, en particulier pour les constructions.

Les immobilisations ont été amorties sur la base de leur durée d'utilité en mode linéaire. En conséquence, l'amortissement correspond à la consommation des avantages économiques attendus.

La différence d'amortissement constatée entre la nouvelle durée d'utilité (économique) et la durée

d'usage (fiscal) est prise en compte par le biais d'un amortissement dérogatoire.

La base amortissable de certaines immobilisations (matériels de transports et chariots élévateurs) a été réduite de la valeur résiduelle.

Cette valeur résiduelle a été prise en compte chaque fois qu'il a été possible de la mesurer de manière fiable ; cette valeur correspondant au montant, net des coûts de sortie attendus, que l'on obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation.

Les durées d'amortissements sur la base de leur durée d'utilité sont les suivantes :

#### Biens immobiliers décomposés :

– terrassement plateforme, structure de l'ouvrage	30 ans
– toiture	20 ans
– second œuvre, aménagements intérieurs, installations	10 ans
– enrobés, espaces verts et clôture	8 ans

### Biens mobiliers non décomposés :

- matériels de transports	8 ans
- chariots élévateurs	entre 5 et 8 ans
- matériels et outillages divers	entre 4 et 8 ans
- matériels de bureau	entre 5 et 6 ans
- matériels informatiques	3 ans
- mobilier divers	10 ans

Les valeurs immobilisées figurent à l'actif, soit pour leur valeur historique, soit pour leur valeur réévaluée (réévaluation légale de 1976).

### Note 2 bis - Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est mis en œuvre.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux

de trésorerie futurs générés par leur utilisation. Pour les immobilisations non amortissables, un test de dépréciation est mis en œuvre chaque année.

Cette méthode de dépréciation des actifs ne s'applique pas au cours des 3 premières années d'existence des unités génératrices de trésorerie, dans le cadre d'une création, d'une réfection ou d'une reprise de société.

### Note 3 - Immobilisations financières

#### 3.1 - Mouvements des immobilisations financières

en K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
<b>VALEUR BRUTE</b>				
à l'ouverture de l'exercice	208 281	11 381	11 787	231 449
Incidence TUP	-6 956			
Augmentations/Acquisitions	752	6 230	151	7 133
Diminutions/Cessions	-24	-3 202	0	-3 226
à la clôture de l'exercice	202 053	14 409	11 938	235 356
<b>DEPRECIATIONS</b>				
à l'ouverture de l'exercice	1 794	350	0	2 144
Incidence TUP	160			
Dotations	0			0
Reprises	-1 188	-350		-1 538
à la clôture de l'exercice	606	0	0	606
<b>VALEUR NETTE</b>				
à l'ouverture de l'exercice	206 487	11 031	11 787	229 305
à la clôture de l'exercice	201 447	14 409	11 938	234 750

	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total	Etat des échéances		
				-1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Valeur brute	14 409	11 938	26 347	25 893		454

Les mouvements de créances rattachées à des participations correspondent aux avances de trésorerie entre SAMSE et ses filiales.

Ces avances ont été rémunérées au taux de 1 % pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les autres immobilisations financières correspondent à :

- des dépôts et cautionnements versés à hauteur de 533 K€
- des prêts au personnel pour 3 K€
- des autres titres pour 70 K€
- les malis techniques affectés aux immobilisations financières pour 11 332 K€.

En 2021, aucun mali technique n'a été affecté aux titres de participation tout comme en 2020.

### 3.2 - Détail des mouvements de titres de participation

	Variation du nombre de titres	Augmentation de capital ou acquisitions (K€)	Diminution de capital ou cessions ou TUP (K€)
DEGUERRY SAMSE			2 052
REMAT			2 725
DORAS	3	2	
CHRISTAUD	5 899	750	
LEADER CARRELAGES			2 179
REMAT SERVICES		160	
GETELECTRIC	-500		183
<b>Total</b>		<b>912</b>	<b>7 139</b>

Les titres de participation sont évalués selon leur coût d'entrée ou leur valeur réévaluée (réévaluation légale de 1976).

Les frais d'acquisition des titres sont inclus dans leur coût.

En fin d'exercice, les titres de participation ont fait l'objet d'une comparaison entre leur coût d'entrée et la quote-part d'actif net des filiales en tenant compte des éventuelles plus-values latentes et des perspectives d'avenir des sociétés concernées.

Les titres de participation qui recèleraient des moins-values latentes sont dépréciés.

Cette année, aucune dotation sur provision pour titres n'a été constatée sur l'exercice.

Une reprise de dépréciation relative aux titres de DIDIER a été constatée sur l'exercice 2021 pour un montant de 280 K€.

A la suite de la TUP de REMAT dans SAMSE au 1er Janvier 2021, une provision pour 160 K€ a été inscrite sur les titres de REMAT SERVICES (aucun impact sur le résultat en 2021).

## Note 4 - Stocks de marchandises

### 4.1 - Variation des stocks de marchandises

Montant en K€	2021			2020			Impact net sur le besoin en fonds de roulement
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Marchandises négoce	116 908	6 116	110 792	88 735	4 755	83 980	26 812
<b>Total</b>	<b>116 908</b>	<b>6 116</b>	<b>110 792</b>	<b>88 735</b>	<b>4 755</b>	<b>83 980</b>	<b>26 812</b>

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

## 4.2 - Variation de dépréciation des stocks

Montant en K€	Au 01/01/2021	Dotations	TUP	Reprises		Au 31/12/2021
				Utilisées	Non utilisées	
	4 755	5 715	292	-4 647		6 115
Total	4 755	5 715	292	-4 647	0	6 115

Une dépréciation des stocks, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des marchandises liée à l'évolution des techniques utilisées.

Dans un contexte de marché fortement impacté par une inflation très forte sur certaines familles et corrélativement une probabilité importante de baisse significative des prix de vente sur l'exercice à venir,

une provision pour dépréciation des stocks (non déductible) a été dotée pour un montant de 917 K€ au 31/12/2021.

## Note 5 - Créances

### 5.1 - Créances clients et autres créances

Montant en K€	2021			2020			Impact net sur le besoin en fonds de roulement
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	
Créances clients (*)	109 540	12 187	97 353	107 050	12 367	94 683	2 670
Autres créances (*)	112 506	326	112 180	91 885	974	90 911	21 269
Total	222 046	12 513	209 533	198 935	13 341	185 594	23 939

Toutes les créances constatées sont des créances à court terme sous réserve des créances douteuses pour lesquelles l'échéance ne peut être précisée.

(\*) Au sein des créances et des autres créances, deux catégories de primes de fin d'année sont à distinguer : les Conditions Particulières de Vente (CPV) et les COOPérations Commerciales (COOP).

Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés.

Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services

dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et la société.

A la clôture de l'exercice, la Direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats.

Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus de l'exercice pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.

### 5.2 - Variation des dépréciations des comptes clients

Montant en K€	Au 01/01/21	Dotations	TUP	Reprises		Au 31/12/21
				Utilisées	Non utilisées	
Dépréciations comptes clients	12 367	1 535	481	985	1 211	12 187
Total	12 367	1 535	481	985	1 211	12 187

Les créances clients résultent des ventes réalisées et réparties sur l'ensemble géographique que constitue SAMSE.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

La société applique toutefois une politique de prévention du risque client par recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) a fait l'objet d'une appréciation cas par cas en fonction des risques encourus.

La société est amenée à constater une dépréciation pour les retards compris au-delà de trois mois.

A ce titre, une dotation complémentaire (77 K€) a été enregistrée dans les comptes et considérée comme non déductible de l'impôt.

Compte tenu du contexte économique toujours incertain, une dépréciation de 1 508 K€ a été enregistrée et considérée comme non déductible de l'impôt (reprise de 383 K€ par rapport à 2020).

### 5.3 - Détail des disponibilités et équivalent de trésorerie

Montant en K€	2021	2020	2021	2020
	VALEUR BRUTE		DEPRECIATIONS	
Valeurs mobilières de placement	1	1	1	1
Intérêts courus sur dépôts à terme	5	35		
Comptes à terme	20 000	20 800		
Actions propres	1 450	1 197		
Disponibilités	69 144	65 527		
Total	90 600	87 560	1	1

Les actions propres rachetées par la société figurent à l'actif pour une valeur de 1 450 K€ et représentent 12 903 titres.

En fin d'exercice, la valeur moyenne de l'action est comparée à son cours de bourse pour la prise en compte d'une éventuelle provision pour dépréciation financière.

Aucune provision pour dépréciation des titres n'a été constatée sur l'exercice.

La valeur d'inventaire (cours de l'action au 31 décembre 2021) de ces actions au 31 décembre 2021 représente un montant de 2 658 K€.

Pour mémoire, confère le tableau de flux de trésorerie en page 235.

### 5.4 - Trésorerie nette

en K€	2021	2020
Disponibilités et équivalents de trésorerie	90 599	87 559
Concours bancaires courants	-54	-71
Total	90 545	87 488

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont constitués des soldes débiteurs de banque et des soldes de caisse.

Les concours bancaires courants sont constitués des soldes créditeurs de banque et des crédits spots (court terme).

Au 31 décembre 2021, aucun crédit spot n'a été souscrit.

## Note 6 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance représentent 1 555 K€ au 31 décembre 2021 et correspondent à des charges de l'exploitation courante dont l'échéance est à moins d'un an.

## Note 7 - Capital social

	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
Nombre d'actions de la société en circulation	3 458 084	12 903	3 445 181

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

### 7.1 - Évolution du capital social au cours des quatre dernières années

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions		En K€	
		Emises	Total	Augmentation de capital	Montant du capital social
Au 31 décembre 2018	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2019	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2020	1,00		3 458 084		3 458
Au 31 décembre 2021	1,00		3 458 084		3 458

### 7.2 - Variation des écarts de réévaluation

(réserve de réévaluation de 1976)

en K€	Montant au début de l'exercice	Variation au cours de l'exercice	Montant en fin d'exercice	Ecart incorporé au capital (1)
Fonds commercial	0	0	0	182
Terrains	241	0	241	0
Participations	0	0	0	157
<b>Total</b>	<b>241</b>	<b>0</b>	<b>241</b>	

(1) Pour mémoire.

### 7.3 - Variation des provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées ci-dessous et font partie des capitaux propres au bilan.

Montant en K€	Au 01/01/21	TUP	Dotations	Reprises		Au 31/12/21
				Utilisées	Non utilisées	
Amortissements dérogatoires	27 428	129	4 304	-3 025		28 836
Provision spéciale de réévaluation	0					0
<b>Total</b>	<b>27 428</b>	<b>129</b>	<b>4 304</b>	<b>-3 025</b>	<b>0</b>	<b>28 836</b>

## Note 8 - Provisions pour risques et charges

Montant en K€	AU 01/01/21	Dotations	TUP	Reprises		AU 31/12/21
				Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour risques et charges (1)	1 432	238	324	-507	-525	962
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 215	544	164	-1 105		6 818
Provision pour médailles du travail	1 043	148	14	-147		1 058
Provision pour impôts	0					0
<b>Total</b>	<b>9 690</b>	<b>930</b>	<b>502</b>	<b>-1 759</b>	<b>-525</b>	<b>8 838</b>

(1) Les provisions pour risques et charges concernent des litiges et charges identifiés :

Affaires prud'homales	718
Provisions Indemnités transactionnelles ou autres	100
Provisions pour risques	81
Litiges clients	56
Indemnité d'occupation précaire	7
<b>Total</b>	<b>962</b>

En accord avec le Règlement CRC N° 2000-06 sur les passifs, toute obligation existant à la clôture de la société à l'égard des tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à une sortie probable de ressources sans contrepartie, fait l'objet d'une provision.

### 8.1 - Provision pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour la société, de régime de retraite à prestations définies autres que les indemnités de départ à la retraite légales en France. Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 6 818 K€ au 31 décembre 2021.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

– Paramètres économiques :

	Cadres	Non cadres
Taux constants		
Augmentation annuelle des salaires : (pourcentages identiques depuis 2008)	2 %	2 %

– Paramètres sociaux :

Départ, à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux de turnover annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	Cadres	Non cadres
16 - 20 ans	0,00 %	25,00 %
21 - 25 ans	33,00 %	19,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %

– Paramètres techniques :

La table de survie retenue est la table réglementaire : INSEE 2020.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € Corporate AA 10+ au 30 novembre 2021.

Le taux retenu pour le calcul de la provision au 31 décembre 2021 est de 0,87 % (0,33 % en 2020).

La société n'a pas couvert en 2020 l'engagement de retraite par des versements à un fonds.

La dotation de l'exercice s'élève à 544 K€ et la reprise s'élève à 1 104 K€.

Les TUP ont généré un mouvement à la hausse de 164 K€ (sans impact résultat).

Pour faire suite à la mise à jour en novembre 2021 de la recommandation ANC 2013-02, la société n'a pas modifié sa méthode d'étalement du coût des indemnités de fin de carrière sur les dernières années de carrière comme en IFRS (décision IFRIC de mai 2021).

## 8.2 - Provision pour médailles du travail

Cette provision est constituée par la remise des médailles du travail proprement dites et leurs gratifications correspondantes.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les paramètres suivants :

Durée de travail

Pour l'attribution de la médaille du travail : 20, 30, 35 et 40 ans.

## Paramètres techniques

Il est déterminé un coefficient de mortalité selon la table réglementaire INSEE 2020.

Il est déterminé un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise par tranche d'âge en fonction du taux de turnover annuel suivant :

	Cadres	Non cadres
16 - 20 ans	0,00 %	25,00 %
21 - 25 ans	33,00 %	19,00 %
26 - 30 ans	5,00 %	15,00 %
31 - 35 ans	7,00 %	13,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	9,00 %
46 - 50 ans	6,00 %	8,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %

La provision pour médailles du travail s'élève à 1 058 K€ au 31 décembre 2021.

La dotation de l'exercice s'élève à 148 K€ et la reprise s'élève à 148 K€.

La TUP avec la société REMAT a généré un mouvement à la hausse de 14 K€ (sans impact résultat).

## Note 9 - Emprunts et dettes

en K€	Etat des échéances				2020
	2021	à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	
Emprunts	104 258	31 771	64 044	8 443	113 994
Intérêts courus sur emprunts	36	36			51
Concours bancaires	54	54			71
Intérêts courus sur concours bancaires	19	19			21
Dépôts et cautionnements reçus	8			8	8
Fonds de participation des salariés	—				0
Intérêts courus non échus	—				0
Dettes rattachées à des participations	52 862	52 862			50 306
Total	157 237	84 742	64 044	8 451	164 451

### 9.1 - Variation des emprunts et dettes rattachées

Montant en K€	Au 01/01/21	TUP	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/21
Emprunts	113 994		24 500	34 236	104 258
Intérêts courus sur emprunts	51		36	51	36
Concours bancaires courants	71		54	71	54
Intérêts courus sur concours bancaires	21		19	21	19
Dépôts et cautionnements reçus	8				8
Fonds de participation des salariés	0				0
Intérêts courus non échus	0				0
Dettes rattachées à des participations	50 306	-1 711	8 085	3 818	52 862
Total	164 451	-1 711	32 694	38 197	157 237

Les mouvements des dettes rattachées à des participations correspondent aux avances de trésorerie consenties par les filiales à SAMSE.

Ces avances ont été rémunérées au taux de 0,3 % pour l'exercice 2021.

### 9.2 - Emprunts et dettes rattachés par catégories

en K€	2021	2020
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers	104 258	113 994
Intérêts courus sur emprunts	36	51
Concours bancaires courants ( découverts et spots )	54	71
Dettes bancaires et assimilées	104 348	114 116
Dettes rattachées à des participations	52 862	50 306
Divers	27	29
Dettes financières diverses	52 889	50 335
Total	157 237	164 451

### 9.3 - Dettes fournisseurs et autres dettes

en K€	2021	Etat des échéances			2020	Impact sur le besoin en fonds de roulement
		à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans		
Avances et acomptes reçus	480	480			491	-11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	105 546	105 546			94 615	10 931
Dettes fiscales et sociales	47 613	47 613			34 067	13 546
Dettes sur immobilisations	695	695			831	-136
Autres dettes	112 114	112 114			90 256	21 858
Total	266 448	266 448	0	0	220 260	46 188

## Note 10 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance, dont l'échéance est à court terme, sont des produits divers de l'exploitation courante (montant nul au 31 décembre 2021).

## Note 11 – Charges à payer et produits à recevoir

Montant en K€	2021		2021
Produits à recevoir		Charges à payer	
<u>Clients</u>		<u>Fournisseurs</u>	
Factures à établir Clients	11 628	Factures non parvenues	21 596
<u>Fournisseurs</u>		<u>Clients</u>	
Avoirs à recevoir	1 953	Avoirs Clients à établir	102 295
<u>Autres Créances</u>		<u>Autres Dettes</u>	
Autres créances	97	Dettes fiscales et sociales à payer	16 932
		Autres dettes	1 009
<b>Total</b>	<b>13 678</b>	<b>Total</b>	<b>141 832</b>

## Note 12 - Chiffre d'affaires net

Ventilation par nature du chiffre d'affaires	Négoce de matériaux de construction en K€		
	2021	2020	% de variation
Ventes nettes de marchandises	671 683	566 318	18,61
Camionnages sur ventes	5 033	4 469	12,62
Prestations de services	7 549	8 245	-8,44
Assistances diverses	20 163	17 655	14,21
Commissions et courtages	420	420	0,00
Intérêts des créances commerciales et frais fixes de facturation	841	808	4,08
<b>Total</b>	<b>705 689</b>	<b>597 915</b>	<b>18,02</b>

## Note 13 - Charges et produits financiers

en K€	2021	2020
<b>CHARGES</b>	<b>1 244</b>	<b>814</b>
Dotations Immobilisations financières	0	173
Intérêts des emprunts	559	487
Intérêts des dettes rattachées à des participations (avances de trésorerie)	177	82
Intérêts bancaires	5	13
Escomptes accordés	23	23
Malis issus de transmissions universelles de patrimoine	435	0
Charges diverses	0	0
Pertes de change	45	36
<b>PRODUITS</b>	<b>20 829</b>	<b>14 530</b>
Revenus des participations	19 133	14 305
Revenus des créances rattachées à des participations	109	172
Revenus des placements et produits divers	74	34
Reprises dépréciations financières	630	0
Bonis issus de transmissions universelles de patrimoine	828	0
Gain de change	55	19
Produit net sur cessions	0	0

## Note 14 - Charges et produits exceptionnels

en K€	2021	2020
<b>CHARGES</b>	<b>6 776</b>	<b>11 090</b>
Régularisations clients		
Rappel d'impôts et pénalités et amendes fiscales	12	0
Régularisations fournisseurs	78	239
Régularisations diverses	363	819
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés :		
Immobilisations corporelles et incorporelles	571	4 739
Immobilisations financières	1 327	1
Mali provenant du rachat par l'entreprise d'actions	3	106
Dotations aux amortissements dérogatoires	4 304	4 811
Dotations aux autres provisions	118	375
<b>PRODUITS</b>	<b>5 910</b>	<b>9 869</b>
Régularisations clients	78	79
Dégrèvement d'impôt		
Régularisations fournisseurs	170	245
Régularisations diverses	648	318
Produit de cessions d'éléments de l'actif :		
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 105	5 971
Immobilisations financières	133	6
Quote part de subvention ramenée au résultat	4	4
Boni provenant du rachat par l'entreprise d'actions	105	53
Produits hors gestion		
Reprises sur amortissements dérogatoires	3 025	2 906
Reprises de provisions et transferts de charges	642	287

## Note 15 – Participation des salariés et impôt sur les bénéfices

### 15.1 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

en K€	Résultat avant impôt	Impôt dû (1)	Résultat net
Résultat courant	59 444	12 890	46 554
Résultat exceptionnel	-865	-246	-619
Participation des salariés	-3 501	-1 482	-2 019
<b>Total</b>	<b>55 078</b>	<b>11 162</b>	<b>43 916</b>

(1) Impôt calculé sur une base fiscale au taux de 28.41 % (taux d'impôt de droit commun majoré de la contribution sociale de 3,30 %) et tenant compte des réintégrations et déductions fiscales ainsi que des crédits d'impôts.

## Intégration fiscale

En application de l'article 223 A et suivants du CGI, une intégration fiscale a été mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il est retenu le principe de neutralité par lequel, dans la mesure du possible, la Filiale doit constater dans ses comptes, pendant toute la durée d'intégration dans le groupe fiscal, une charge ou un produit d'Impôts sur les Sociétés (IS), de contributions additionnelles et, d'une manière générale, de tous les impôts, actuels ou à venir, compris dans le champ d'application du régime de

l'intégration fiscale, analogue à celui qu'elle aurait constaté si elle n'avait jamais été intégrée dans le présent groupe intégré.

La société SAMSE, en sa qualité de société tête de groupe, est redevable de l'impôt société pour l'ensemble du Groupe fiscalement intégré.

La société a appliqué un taux à 27.5 % pour le calcul de l'impôt sur les sociétés.

Au 31 décembre 2021, le groupe fiscal ne dispose d'aucun déficit reportable.

### 15.2 - Participation des salariés

Un accord de participation regroupant les sociétés SAMSE, MAURIS BOIS, CHRISTAUD, CELESTIN MATERIAUX, BLANC MATERIAUX, TARARE MATERIAUX, REMAT SERVICES et MAT APPRO a été mis en place pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Le calcul de la Réserve Spéciale de Participation (RSP) correspond à la formule dérogatoire qui s'avère en 2021 plus favorable que la formule de droit commun.

La quote-part de cette participation revenant aux salariés de la société au titre de l'exercice est de 3 501 K€ (contre 1 715 K€ en 2020).

### 15.3 - Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

(en K€)		2021
Résultat de l'exercice		43 916
Impôt sur les bénéfices		11 162
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>55 078</b>
Variation nette des provisions réglementées		1 409
Amortissements dérogatoires	1 409	
<b>Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire</b>		<b>56 487</b>
(avant impôt)		

### 15.4 - Situation fiscale latente

en K€	Montant soumis à l'impôt	Impôt
<b>I - ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT</b>		
Amortissements dérogatoires	28 837	7 449 (1)
<b>TOTAL</b>	<b>28 837</b>	<b>7 449</b>
<b>II - ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT</b>		
Congés payés ( ancien régime )	5 990	1 547 (1)
Participation des salariés	3 501	904 (1)
Indemnités Fin Carrière	544	141 (1)
Autres	3 528	911 (1)
<b>TOTAL</b>	<b>13 563</b>	<b>3 503</b>

(1) Impôt calculé au taux de 25.83 %.

## Note 16 - Effectifs

	2021	2020
EFFECTIF MOYEN SALARIE	1 607	1 556
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE :		
Ouvriers et employés	927	904
Agents de maîtrise (assimilés cadres)	418	389
Cadres	262	263
	1 607	1 556

## Note 17 - Engagements financiers et autres informations

(en K€)

En K€	Total	à 1 an au +	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans
<b>Engagements donnés</b>				
Obligations contractuelles	0			
Compromis d'achats de titres	0			
Compromis d'achat immobilier	0			
Promesses unilatérales	0			
Compromis de cession de fonds	0			
Engagement informatique	0			
Caution solidaire	13 900			13 900
Caution bancaire	1 605		1 605	
Locations véhicules				
Emprunts	0			
<b>TOTAL</b>	<b>15 505</b>	<b>0</b>	<b>1 605</b>	<b>13 900</b>
<b>Engagements reçus</b>				
Compromis de vente immobilière				
Ligne de crédit reçue et non utilisée				
<b>Opérations de couverture financière</b>				

La dette à taux variable représente au 31 décembre 2021 un montant de 4 071 K€.

L'exposition aux taux variables a diminué : la dette à taux variable est passée de 8 500 K€ à 4 071 K€.

La totalité des contrats de SWAPS est destinée à protéger la dette moyen terme à taux variable d'une hausse de taux supérieure à 1 % augmenté de la marge.

La dette est couverte à hauteur de 714 K€ soit 18 % de la dette à taux variable contre 2 143 K€ au 31 décembre 2020.

## Note 18 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Compte tenu du contexte géopolitique actuel, la visibilité reste faible sur l'évolution du marché des

deux secteurs opérationnels du Groupe. Sa solidité financière permet toutefois d'envisager l'année 2022 avec une certaine confiance.

## Note 19 - Rémunérations des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L225-102-1 du code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages en nature versés au cours de l'exercice aux

membres des organes d'Administration et de Direction.

Cette information figure dans le Document d'enregistrement universel disponible sur le site internet : [www.groupe-samse.fr](http://www.groupe-samse.fr)

## Note 20 - Informations complémentaires

Identité de la société consolidante:

DUMONT INVESTISSEMENT

S.A. au capital de 15 929 198,10 €

Siège social : 2, rue Raymond Pitet

38100 Grenoble

Holding financier détenant 77,3 % de SAMSE

N° Siren : 345 287 734

## Note 21 - Inventaire des actifs financiers

A la clôture de l'exercice, le détail des titres de participation est le suivant :

	31/12/2021	NOMBRE DE TITRES DETENUS		VALEUR BRUTE (K€)	
<b>A - TITRES DE PARTICIPATION</b>					
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	
SAS DORAS	32 791	32 788	56 935	56 933	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	3 000	3 000	29 807	29 807	
SAS M + MATERIAUX	78 571	65 792	44 891	44 891	
SAS LA BOITE A OUTILS	672 349	672 349	17 773	17 773	
SAS MAURIS BOIS	711 770	711 770	12 830	12 830	
SAS RENE DE VEYLE	20 016	16 021	13 610	13 610	
SAS REMAT (TUP au 1er janvier 2021)	0	5 461	0	2 725	
SAS CHRISTAUD	224 104	218 205	3 258	2 507	
SAS LEADER CARRELAGES (TUP au 1er janvier 2021)	0	1 000	0	2 179	
SAS BTP DISTRIBUTION	5 944	5 944	3 862	3 862	
SARL SUD APPRO	93 660	73 660	970	970	
SAS BLANC MATERIAUX	186	186	389	389	
SCI VALMAR	96	96	295	295	
SCI LA REGLE	100	100	214	214	
SARL GET ELECTRIC	0	500	0	183	
SCI H2O IMMO	15	15	129	129	
SCI LE BOURG	249	249	40	40	
SCI LE MERCURE	15	15	5	5	
SCI CHASSIEU	99	99	3	3	
SCI DU ROUSSILLON	99	99	2	2	
SCI BRANLY	9	9	1	1	
SARL EPPS	1 000	1 000	1	1	
SCI CHARPIEU	1	1	1	1	
SCI DU VIEUX PORT	9	9	1	1	
SCI LES ARTISANS	60	60	1	1	
SAS PLATTARD SAS	8 786	8 786	12 764	12 764	
SAS MATERIAUX SIMC	70 775	70 860	1 139	1 139	
SAS DIDIER	5 000	5 000	938	938	
SAS ZANON TRANSPORTS	3 750	3 750	1 410	1 410	
SAS BOURG MATERIAUX	25 000	25 000	250	250	
SAS TARARE MATERIAUX	25 000	25 000	250	250	
SAS DEGUERRY SAMSE (TUP au 1er janvier 2021)	0	28 500	0	2 052	
SAS MAT APPRO	9 750	9 750	98	98	
SAS MC DISTRIBUTION	1 167	1 167	18	18	
SARL REMAT SERVICES	160		160		
GIE REH	50	50	12	12	
		Total des valeurs brutes	202 054	208 283	
		Dépréciations constatées	766	1 794	
		Total de la valeur au bilan	201 288	206 489	
<b>B - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>					
<b>DIVERS</b>					
	Nombre d'actions détenues		Valeur au bilan (K€)		
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2020	
ACTIONS PROPRES	12 903	12 114			
	Total des valeurs brutes		1 450	1 197	
	Dépréciations constatées		0	0	
	Total de la valeur au bilan	12 114	1 450	1 197	

## Note 22 - Filiales et participations

SOCIETES En K€	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu en %	Valeur comptable Is titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A/ FILIALES (50 % au moins du capital détenu par la société)											
SAS DORAS 6, Rue Antoine Becqueret 21300 CHENOVE	8 002	60 775	99,99	56 935	56 935			240 970	7 210	2 101	année civile
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS La gare 38840 SAINT HILAIRE DU ROSIER	1 000	35 116	100,00	29 807	29 807			104 627	7 125	203	année civile
SAS M+ MATERIAUX 54 Camil La Gran Selva 66530 CLAIRA	23 571	46 043	100,00	44 891	44 891	—		259 942	9 310		année civile
SAS LA BOITE A OUTILS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	10 778	93 725	99,81	17 773	17 773			340 423	20 696	3 677	année civile
SAS MAURIS BOIS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	10 677	11 295	100,00	12 830	12 830	—		63 422	5 527	5	année civile
SAS RENE DE VEYLE 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	981	24 698	100,00	13 610	13 610			20	3 360	331	année civile
SAS CHRISTAUD 3, rue F. Pelloutier 38130 ECHIROLLES	241	15 909	92,99	3 258	3 258	3 795		40 701	2 541	571	année civile
SAS BTP DISTRIBUTION 3A Rue Branly 67500 HAGUENAU	796	15 273	74,65	3 862	3 862	1 000		65 802	3 029	150	année civile
SARL SUD APPRO ZI de Brueges - Avenue Monge 30100 ALES	937	246	100,00	970	614	—		11 913	471		année civile
SAS BLANC MATERIAUX Le Village 04370 COLMARS	48	2 969	77,50	389	389	—		8 560	824	—	année civile
SCI VALMAR 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	64	96,00	295	295	—		63	63		année civile
SCI LA REGLE 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	23	100,00	214	214	236		49	23		année civile
SCI LE BOURG 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	38	6	99,60	40	40			6	6		année civile
SCI CHASSIEU 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	88	99,00	3	3	146		65	63		année civile
SCI DU ROUSSILLON 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	2	99	99,00	2	2			97	78		année civile
SARL EPPS 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	1	115	100,00	1	1	953		328	9		année civile
SCI DU VIEUX PORT 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	0,1	90	90,00	1	1	184		59	66		année civile
SCI LES ARTISANS 3 A Rue Branly 67500 HAGUENAU	1	616	60,00	1	1	250		161	65		année civile
SCI BRANLY 2, Rue de Comtes d'Ochsenstein 67110 REICHSHOFFEN	0,15	2 384	60,00	1	1	100		584	229		année civile
SCI H2O IMMO 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	15	23	100	129	129	—		—	(0,13)		année civile
SAS ZANON TRANSPORTS 13 Bis Avenue de la Falaise 38 360 SASSENAGE	300	3 952	75,00	1 411	1 411			15 237	1 136	—	année civile
SARL REMAT SERVICES 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	160	(332)	100,00	160	—	139		211	(99)		

SOCIETES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu en %	Valeur com ptable Is titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou Perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
B/ FILIALES ET PARTICIPATIONS (entre 10 % et 50 % du capital détenu par la société)											
SAS PLATTARD SAS 414 Avenue de la Plage 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	5 400	24 824	33,99	12 764	12 764			35 113	2 230	2 420	année civile
SAS MATERIAUX SIMC Boulevard Saint Joseph 04100 MANOSQUE	2 619	36 909	44,57	1 140	1 140			169 237	5 103	0	année civile
SAS DIDIER BP 134 26303 BOURG DE PEAGE Cedex	360	3 244	25,00	938	938			14 600	739		année civile
SAS BOURG MATERIAUX 414, Avenue de la Plage 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE	500	3 534	50,00	250	250	900		19 035	849		année civile
SAS TARARE MATERIAUX 2, Rue Raymond Pitet 38100 GRENOBLE	500	-320	50,00	250	0	822		4 764	314		année civile
SAS MAT APPRO 19 Chemin de Morchamp 38590 ST ETIENNE DE ST GEOIRS	98	399	100,00	98	98	0		8 270	121		année civile
SAS MC DISTRIBUTION 203, Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG	70	391	25,00	18	18			10 761	383	0	année civile